

# L'Aqmi est à 40 km d'Alger, pas seulement au Sahel

Par Hassane Zerrouky

Lors de la conférence d'Alger sur le terrorisme dans le Sahel, il a été beaucoup question de la menace que fait peser l'Aqmi depuis la chute du régime de Kadhafi. Les quatre pays du champ (Algérie, Mali, Niger, Mauritanie) et leurs partenaires occidentaux, Etats-Unis en tête, ont mis l'accent sur la coopération entre les pays de la région pour lutter contre le terrorisme dans le Sahel.

Certes, la situation en Libye a été évoquée. L'Algérie a le droit de se préoccuper de ce qui se passe à ses frontières, notamment à l'est, en Libye où un pillage en règle des arsenaux libyens va donner lieu, si ce n'est pas déjà fait, à un trafic d'armes à grande échelle au profit de l'Aqmi et des trafiquants de tout poil. C'est une source d'inquiétude réelle d'autant que le nouveau pouvoir libyen, qui n'a pas encore assuré son autorité, qui a encore fort à faire avec les kadhafistes, n'est pas en mesure (et ne le sera pas avant de longues années) de sécuriser la situation en Libye. Cette inquiétude s'ajoute à ce qui se passe à la frontière sud de l'Algérie, au Mali, au Niger et en Mauritanie.

Mais, ce qui se passe chez nous est aussi préoccupant. L'Aqmi n'est pas si loin : elle est à quarante kilomètres de la capitale, dans la région de Boumerdès et de



Aqmi, une source d'inquiétude réelle pour l'Algérie.

Sidi-Ali-Bounab. Bien plus, au fil des mois et des ans, le terrorisme est bien là. Les morts se comptent par centaines depuis la promulgation des deux lois, concorde civile en 2000, puis réconciliation nationale en 2006. L'attentat perpétré contre l'Académie militaire de Cherchell, une école de renommée internationale, fleuron de l'Algérie indépendante, où 18 officiers, dont un Tunisien et deux Syriens, ont été tués, rappelle à ceux qui font mine d'oublier que l'Aqmi est tout près. Cette organisation ne l'a-t-elle pas revendiqué, sans rire, en

signe de solidarité avec le peuple libyen en lutte contre Kadhafi que l'Algérie soutiendrait ? De plus, avant cet acte terroriste, l'Aqmi avait déjà frappé à Bordj Menaïel, à Tizi Ouzou et ailleurs. Par conséquent, si cette organisation semble retrouver un second souffle, cela n'est pas dû seulement à la situation libyenne.

Plus encore, cette conférence d'Alger montre, si besoin est, que le pouvoir politique privilégie un traitement exclusivement sécuritaire du terrorisme en lieu et place d'un traitement politique couplé à

une mobilisation citoyenne. D'où le fait qu'il fasse en sorte de déconnecter le terrorisme de ce qui le légitime et qui constitue sa raison d'être, à savoir l'idéologie islamiste, et que les Algériens soient tenus à l'écart de la lutte antiterroriste, comme si elle ne les concernait pas, comme si l'objectif des djihadistes n'était pas la prise du pouvoir et l'instauration d'un régime théocratique à la talibane. Aussi, est-il permis de penser que ce traitement exclusivement sécuritaire relève d'un choix stratégique permettant au pouvoir de ne pas fer-

mer la porte à une solution politique basée sur un compromis avec cette partie de la mouvance islamiste qui, par ailleurs, n'a jamais dénoncé les actes terroristes et qui appelle, sans risque d'être rappelée à l'ordre, à une large amnistie y compris pour Droukdel et ses amis. En tout cas, cette stratégie a eu déjà pour conséquence de démobiliser les Algériens et de jeter le doute sur la réalité même du terrorisme islamiste, alors qu'ailleurs, aux Etats-Unis, les citoyens se mobilisent contre la menace terroriste et rendent hommage aux victimes. Pas chez nous, en tout cas. Une chose est sûre : les anciens de l'ex-FIS et de l'ex-AIS l'ont parfaitement compris, eux qui n'ont jamais dénoncé les attentats terroristes, ni pris leurs distances avec l'Aqmi, voire Al Qaïda de Ben Laden. Et pourquoi les dénonceraient-ils, pourquoi prendraient-ils leurs distances avec les successeurs de Ben Laden, quand ils observent que les plus hautes autorités du pays observent un silence pieux sur ces actes ? Aussi quoi de surprenant que Madani Mezrag et ses amis soient plus que confortés dans leur démarche et qu'ils n'aient pas renoncé à tout espoir de retour sur la scène politique avec, à la clé, la prise du pouvoir en alliance avec les islamos-conservateurs au sein et en dehors du système !

H. Z.

## DOCUMENTS WIKILEAKS

# Les contrats d'armement algériens vus de Moscou

**Lors de sa visite d'Etat à Alger, le 10 mars 2006, Vladimir Poutine, alors président de la Fédération de Russie, a signé un contrat d'armement avec l'Algérie d'une valeur de 7,5 milliards USD. Le contrat continue d'alimenter la chronique en Algérie comme en Russie, à cause notamment des bombardiers MiG-29 fournis à l'Algérie et qui ne répondaient pas aux normes requises.**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -** La livraison est à l'origine d'un incident ayant occulté, deux ans après, l'essentiel de la visite de Bouteflika à Moscou. «Les discussions entre Bouteflika et Poutine ont été axées sur les questions économiques et non pas militaires. Les Algériens ne voulaient pas faire de l'ombre à la visite du président Bouteflika à Moscou. Les deux parties sont parvenues à un accord au sujet des MiG-29 dont les termes sont confidentiels. Mais l'histoire révélée à la presse russe qui a spéculé sur cette question était un signe de détérioration des relations entre les deux pays. Pour être franc, les rapports de la presse sont exacts sur de nombreux détails», révèle Leonid Barkovsky, conseiller principal chargé des affaires du Moyen-Orient et l'Afrique du Nord près du ministère des Affaires étrangères.

### Un deal entre Bouteflika et Poutine ?

Ce sont plutôt les considérations du jeu politique interne à chacun des deux pays qui ont prévalu dans

la signature dudit contrat. «Le président algérien a autorisé cette dépense pour protéger son dos, en obtenant des "jouets pour ses garçons militaires" (toys for his military boys, Ndrlr)», commente Konstantin Makiyenko, directeur adjoint du Centre russe des analyses stratégiques et des technologies (CAST) qui spéculait sur des divergences entre le président Bouteflika et de hauts gradés de l'institution militaire. «L'affaire serait une tentative de les acheter», conclut-il. Même si les négociateurs algériens ont posé la question de l'effacement de la dette comme une condition à la signature du contrat.

«Si la Russie avait insisté pour le recouvrement de sa dette, les contrats n'auraient peut-être pas été signés», souligne-t-il. L'accord est néanmoins «gagnant-gagnant», estime Aleksandr Golts, rédacteur en chef adjoint du *Yezhenedeliny Zhurnal*. «L'Algérie allait rembourser la dette de toute façon. Mais l'accord bénéficiant aux Algériens, qui ont vu leur dette effacée, est profitable à la partie russe.



Poutine et Bouteflika.

L'industrie militaire maintiendra ses lignes de production en marche et des milliers d'emplois devront être préservés. Le camp de Poutine pourrait en tirer de grands dividendes à l'approche des élections présidentielles de 2008». Lecture plutôt approuvée par le vice-président de la commission de la défense de la Douma (Parlement russe) :

«Le contrat profite amplement au complexe militaro-industriel russe. L'Algérie est un bon marché pour la Russie du moment que ça ne suscite pas les mêmes sensibilités politiques si les Russes vendent des armes à l'Iran, la Syrie ou le Venezuela. La Russie n'a pas d'intérêts vitaux en Afrique du Nord et son approche est commerciale.»

### MiG, le grand bénéficiaire

Les citations sont puisées dans deux câbles de la diplomatie américaine, mis dernièrement en ligne par Wikileaks. Le premier émanant de l'ambassade des Etats-Unis à Alger datant de mars 2008, au lendemain de la visite de Bouteflika effectuée en février 2008 à Moscou.

Le deuxième émanant de la mission diplomatique US à Moscou et datant de 2006, parle des résultats de la visite de Poutine à Alger, deux années plus tôt. Une visite au cours de laquelle la partie algérienne a matérialisé des accords de coopération signés en 2001 à Moscou par un gros contrat d'armement.

Le contrat porte sur l'effacement de la dette algérienne de 4,7 milliards USD qu'elle devait à la Russie en contrepartie de l'achat par l'Algérie d'avions militaires (36 MiG-29, 28 SU-30, 14 jets d'entraînement Yak-130), un système de défense aérienne du territoire et 250 chars d'assaut. Les avions à eux seuls totalisent 3,5 milliards USD.

«Ce contrat devrait relancer le constructeur MiG qui souffre ces dernières années de la concurrence de Sukhoy, plus compétitif que MiG sur le marché russe», fait remarquer Konstantin Makiyenko.

L. H.